

Cuba dénonce l'impact du blocus américain

Image not found or type unknown

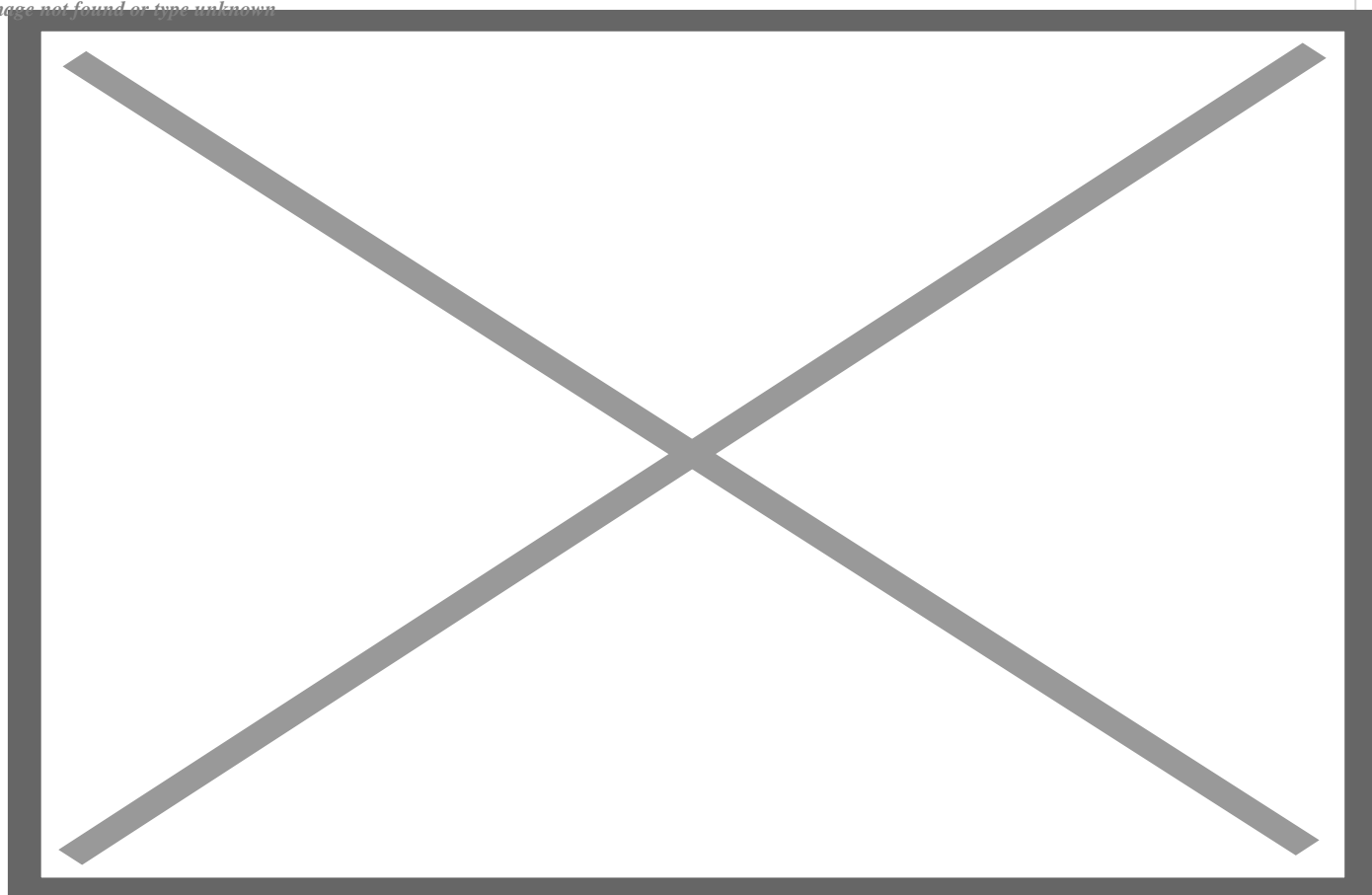


Photo : @citmacuba

La Havane, 19 nov (RHC) Cuba est victime du plus long blocus économique, commercial et financier jamais imposé par le gouvernement des États-Unis à une nation dans l'histoire, a dénoncé Armando Rodríguez Batista, ministre cubain de la Science, de la Technologie et de l'Environnement (Citma).

M. Rodríguez Batista a condamné cette guerre généralisée lors de son intervention à la table ronde ministérielle sur la transition juste à l'ordre du jour de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP29), qui s'achève ce vendredi à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, sur la côte de la mer Caspienne.

Cette politique unilatérale des États-Unis est notre principal obstacle au développement durable, a-t-il averti dans son discours, dont une version a été fournie par le service de communication de son agence.

Pour l'illustrer en chiffres, on estime que, du 1er mars 2023 au 29 février 2024, elle a causé des dommages et des dégâts matériels à Cuba estimés à l'ordre de 5.56,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 189,8 millions par rapport au rapport précédent, a-t-il souligné.

Concernant le nouvel ordre du jour de la COP29, il a déclaré : « La justice climatique, l'équité et les principes de responsabilités communes mais différenciées et de capacités respectives doivent être au cœur de cet ordre du jour. La discussion sur la manière dont ces principes peuvent être mis en œuvre est cruciale ».

Il a souligné que « la transition juste englobe l'adaptation, l'atténuation, les pertes et dommages et les moyens de mise en œuvre. Pour nos pays en développement, il est essentiel de donner la priorité à l'adaptation dans une perspective de transition juste ».

Toutefois, a-t-il ajouté, les lacunes en matière d'adaptation, qu'il s'agisse des capacités nationales en matière de science et d'innovation, du financement, de la planification ou de la mise en œuvre, doivent être alignées sur les critères d'une transition juste vers des économies plus résilientes.

« Une transition véritablement juste, équitable et ordonnée ne sera pas possible si les pays développés n'honorent pas leurs engagements et ne prennent pas la tête de l'action climatique et ne fournissent pas les financements et les moyens de mise en œuvre nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 2 de l'Accord de Paris », a-t-il déclaré.

Selon lui, le contexte international peut soit faciliter, soit devenir un obstacle à cette transition, la différence étant de savoir si la coopération internationale est mise à profit ou non par rapport à des politiques telles que les mesures coercitives unilatérales et les barrières commerciales internationales. .

Le chef de Citma et son entourage ont ensuite rencontré Emin Amrullayev, ministre azerbaïdjanais de l'enseignement supérieur.

Les deux hommes ont réaffirmé le caractère historique des relations entre leurs nations, le bon état des liens et ont convenu de les développer dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation dans des domaines d'intérêt mutuel, pour lesquels ils favoriseront les liens entre leurs instituts de recherche et leurs universités.

Ils ont convenu de prendre les mesures nécessaires pour institutionnaliser leurs liens ministériels.

M. Amrullayev s'est intéressé à la coopération dans le domaine du sport de haut niveau, un domaine dans lequel Cuba possède une vaste expérience et des résultats internationaux, ainsi qu'au rôle important joué par la coopération médicale cubaine dans son pays.

Cuba et l'Azerbaïdjan ont célébré le 28 mars le 32e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, qui se caractérisent par des liens d'amitié et de coopération étroite, soutenus par un dialogue bilatéral permanent, dans l'exercice de négociations au sein de forums multilatéraux, élargissant l'amitié et la coopération au bénéfice des deux peuples. (ACN)



Radio Habana Cuba